

- Précis tel qu'il apparaît dans le document.
- Précis écrit ou adapté par l'équipe du Bulletin de veille.

Notre site : <http://www.usherbrooke.ca/adm/recherche/chairefiscalite>

CANADA

ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉTUDES FISCALES

Maria Flavia Ambrosanio et Maria Serena Caroppo « Eliminating Harmful Tax Practices in Tax Havens: Defensive Measures by Major EU Countries and Tax Haven Reforms », 2005, *Revue fiscale canadienne*, vol. 53, no 3, 35 pages.

<http://www.ctf.ca/PDF/05ctj/05ctj3-ambrosanio.pdf>

Une analyse des mesures mises de l'avant par les pays de l'Union européenne pour contrer les pratiques fiscales dommageables.

● Cet article examine les réponses des diverses administrations aux initiatives de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) et de l'Union européenne (UE) pour contrer les pratiques fiscales dommageables. Plus particulièrement, l'article décrit des mesures dites de protection ou de défense mises de l'avant par les principaux pays membres de l'OCDE de l'UE et qui visent à la fois à décourager les contribuables de transférer des revenus imposables vers des paradis fiscaux et à encourager ces administrations à mettre fin aux privilèges fiscaux pour les non-résidents. Il y est aussi question des mesures de réforme fiscale prises par les paradis fiscaux qui se sont formellement engagés à respecter les normes internationales de pratique fiscale. Une analyse des 36 paradis fiscaux dit « coopérants » montre que seulement huit ont annoncé ou ont véritablement entrepris des programmes de réforme et même dans ces administrations, les nouvelles mesures continuent d'offrir un avantage fiscal, quoique sous une forme différente. À cet égard, les initiatives de l'OCDE et de l'UE semblent en partie inexécutables. En conclusion, les auteurs estiment que la méthode la plus efficace pour combattre les effets dommageables liés à la concurrence fiscale réside dans la coopération internationale, plus particulièrement la conclusion d'accords d'échange de renseignements entre les administrations à régime d'imposition élevée et à régime d'imposition faible.

MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA

Canada, ministère des Finances, *Dépenses fiscales et évaluations*, 2005, 78 pages.

http://www.fin.gc.ca/taxexp/2005/taxexp2005_f.pdf

Rapport sur les dépenses fiscales, accompagné d'une étude sur les taux effectifs marginaux d'imposition de l'investissement des entreprises, au Canada et aux États-Unis.

● Depuis 2000, le rapport sur les dépenses fiscales est scindé en deux documents. Le présent document, *Dépenses fiscales et évaluations*, paraît chaque année. Il fournit des estimations et des projections à l'égard des dépenses fiscales définies de manière générale ainsi que des évaluations et des études descriptives sur des mesures fiscales particulières. Le document de cette année comprend également un rapport de recherche intitulé *Taux effectifs marginaux d'imposition de l'investissement des entreprises : Méthodologie et estimations pour le Canada et les États-Unis*.

Canada, ministère des Finances, *Bulletins fiscaux*, « Les prix de l'essence et du pétrole, les taxes et les consommateurs », octobre 2005, 6 pages.

http://www.fin.gc.ca/toctf/2005/gas_tax-f.html

L'effet de la flambée des prix du pétrole sur les taxes provinciales et fédérales sur l'essence.

■ Par suite de la récente montée en flèche des prix mondiaux du pétrole, le ministère des Finances du Canada a reçu de nombreuses demandes de renseignements au sujet des taxes sur l'essence. Le Ministère a préparé le présent aperçu des principaux faits sur les sujets suivants : les prix mondiaux du pétrole; les taux des taxes fédérales et provinciales sur l'essence et leur application; les revenus des taxes fédérales et provinciales sur l'essence; les composantes des taxes sur l'essence par province ou territoire; les comparaisons internationales des prix et des taxes; et la position du gouvernement du Canada au sujet des enjeux actuels concernant les taxes sur le carburant.

TABLE RONDE NATIONALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉCONOMIE

Marbek Resource Consultants, *Élaboration des options de taxation avec remise des véhicules au Canada*, 13 octobre 2005, 98 pages.

http://www.nrtee-trnee.ca/fre/programs/Current_Programs/gbudget/Feebates/Feebates-Final-Report_F.pdf

Un rapport recommande la taxation avec remise sur les véhicules, afin d'encourager la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

■ Dans le Budget fédéral de 2005, le Gouvernement du Canada a confié à la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE) la tâche d'élaborer les options d'un mécanisme de taxation avec remise sur les véhicules (une taxe ou remise à l'achat d'un véhicule neuf selon sa consommation de carburant). Les options devaient être fiscalement neutres, s'appliquer à tous les véhicules légers et avoir la souplesse nécessaire pour s'adapter aux circonstances changeantes. En réponse à cette demande, la TRNEE a commandé la présente étude ayant les objectifs suivants : comprendre la nature et les tendances du marché des véhicules automobiles au Canada, y compris le récent protocole d'entente entre l'industrie et le Gouvernement au sujet des émissions de gaz à effet de serre (GES), identifier les options clés en matière de taxation avec remise qui satisfont aux paramètres obligatoires énoncés par le Gouvernement et évaluer les options en fonction des critères établis dans le cadre du Budget de 2005. Le rapport conclut que dans l'ensemble, une taxe avant remise de 1 000 \$ par litre par 100 km semblerait la plus prometteuse puisqu'elle produit l'avantage économique le plus élevé et qu'elle évite les déplacements importants dans les parts de marché associés à des taux plus élevés.

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, « Les instruments économiques au service de la réduction à long terme des émissions de carbone », *État du débat*, 2005.

http://www.nrtee-trnee.ca/fre/programs/Current_Programs/EcologicalFiscalReform/EFR-SOD-Report/Full-Report/200508_EFR-Economic-Instruments_FullReport_F.pdf

Comment la politique fiscale peut-elle influencer la réduction des émissions de gaz à effet de serre?

■ En l'an 2000, la TRNEE a lancé le programme d'Écologisation de la fiscalité (EF), un programme de travail destiné à étudier en profondeur le rôle des instruments économiques dans la progression des objectifs du développement durable. Les résultats du volet initial de ce programme ont été publiés dans le rapport *Vers un programme canadien d'écologisation de la fiscalité : les premiers pas*. Le second volet du programme d'EF — le programme EF et énergie — a été entrepris au début de l'année 2002 avec le mandat clair de concentrer les efforts sur l'utilisation des instruments économiques aux fins d'obtention d'une réduction à long terme des émissions de carbone d'origine énergétique. Le présent rapport constitue une synthèse des principales conclusions du programme EF et énergie, puisant non seulement à l'expérience des études de cas mais aussi aux recherches plus vastes et aux consultations qui ont été menées dans le cadre des travaux du programme. Le rapport définit les principaux points d'accord et de désaccord, explore les questions entourant le recours à la politique fiscale dans les secteurs particuliers visés par les études de cas (efficacité énergétique dans l'industrie, électricité renouvelable émergente et technologies à base d'hydrogène), et examine le contexte plus large du recours aux instruments économiques pour favoriser la réduction des émissions de carbone d'origine énergétique (notamment certains aspects des relations entre les réductions des gaz à effet de serre, la politique énergétique et les priorités de société plus générales).

UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC

Fédération Québécoise des Municipalités et Union des Municipalités du Québec, *Avis du monde municipal sur le Rapport final du mandataire*, novembre 2005, 16 pages.

http://www.umq.qc.ca/nospositions/memoires/memoires_f.asp

Les agriculteurs se disent trop taxés par les municipalités, ces dernières affirment le contraire.

■ Depuis plusieurs années, l'Union des producteurs agricoles exerce d'énormes pressions auprès du gouvernement et des municipalités relativement à la taxation municipale des exploitations agricoles. En octobre 2005, le gouvernement a demandé à rassembler dans un comité tous les acteurs reliés au dossier. L'objectif de ce comité était « d'examiner la problématique de la fiscalité locale des exploitations agricoles et du programme de remboursement de taxes aux agriculteurs et d'identifier des solutions permanentes en tenant compte des intérêts des parties intéressées. » À la suite de la tenue de trois rencontres en octobre et novembre 2005, le mandataire a déposé son rapport final et a fait une proposition au gouvernement. Les constats, énoncés, conclusions et recommandations de ce rapport final sont jugés inexacts, imprécis, erronés et inacceptables. Le présent avis, conjointement rédigé par la Fédération Québécoise des Municipalités et l'Union des Municipalités du Québec, propose de rectifier l'analyse qui a été faite.

FRASER INSTITUTE

Brett J. Skinner, *Paying More, Getting Less 2005*, octobre 2005, 29 pages.

<http://www.fraserinstitute.ca/admin/books/files/PayingMoreGettingLess2005.pdf>

L'augmentation plus rapide des coûts des systèmes de santé que des revenus des provinces : la présente structure est-elle viable ?

● If recent trends in the annual growth rates for provincial public health-care expenditure and total provincial government revenue from all sources are used to project future growth in these measures, it becomes evident that health-care financing as it is currently structured in Canada is not financially sustainable. Health spending has been growing faster on average than revenue in all provinces for a long time and has also outpaced inflation and economic growth. This has resulted in health care taking up an increasing share of provincial revenue over time. The analysis of this paper shows that if provincial governments continue to pursue policies that lead to the same rates of growth in health spending and revenue that have been observed in the recent past, public health-care expenditure will soon exceed their capacity to pay. Based on the most recent five-year trends, in

seven out of 10 provinces public health spending is on pace to consume more than half of total revenue from all sources by the year 2022, two thirds by the year 2032 and all of provincial revenue by 2050. And, these projections do not take into account the added pressures from an aging population that will further accelerate the growth of provincial health spending as a percentage of total revenue and cause these sustainability dates to occur much earlier.

INSTITUT C.D. HOWE

Kevin Milligan, *Making It Pay to Work: Improving the Work Incentives in Canada's Public Pension System*, Commentary, no 218, octobre 2005, 28 pages.

http://www.cdhowe.org/pdf/commentary_218.pdf

Les régimes de pension du Canada et du Québec encouragent les contribuables à retarder leur retraite, tandis que le supplément de revenu garanti les incite à se retirer plus tôt.

- While income-security arrangements for older Canadians have greatly reduced poverty among their recipients, the means-testing provisions of many of these programs reduce the rewards from work and saving for many seniors and near-seniors. One acute problem arises from the interaction of the rewards the Canada and Quebec Pension Plans (CPP/QPP) provide for later retirement, and the clawback provisions of the Guaranteed Income Supplement (GIS). CPP/QPP retirement benefits are 0.5 percent higher for each month the recipient delays commencement, and 0.5 percent lower for each month the recipient brings it forward. This provision aims to reward later retirement. But the GIS, which operates outside the tax system, reduces its benefit by 50 cents for every dollar of outside income (other than Old Age Security). This provision aims to target the benefit to those most in need. By adding a 50-percent clawback to other taxes recipients face, however, the GIS makes longer working life much less rewarding for modest-income Canadians. While the impact of high taxes on work effort generally is a matter of debate, the net effect of the GIS clawback is likely to induce older workers to retire earlier. The clawback of the GIS with higher CPP/QPP payments and earnings can account for a reduction of as much as 11 percent of potential work between the ages of 60-69 for some groups of Canadians. Those affected are, by definition, at the lower end of the income scale — people for whom a few more years of work would provide a welcome boost to their standard of living in retirement. One solution to this problem would be to shelter the actuarial adjustment in CPP/QPP payments from the GIS clawback. The calculation of income for the GIS clawback could, for example, assume that the recipients CPP/QPP income was whatever the recipient would have been entitled to had he or she commenced receipt at age 60. This solution would reward work better and also ensure that no one receives lower GIS payments under the reform.

ÉTATS-UNIS

URBAN INSTITUTE

Joseph J. Cordes, Robert D. Ebel, and Jane G. Gravelle, *The Encyclopedia of Taxation and Tax Policy*, 2nd ed., Urban Institute Press, 518 pages.

Pour commander : <http://www.urban.org/pubs/ttp>

Un volume de base sur les notions fondamentales dans le domaine de la politique fiscale.

- From adjusted gross income to zoning and property taxes, the second edition of *The Encyclopedia of Taxation and Tax Policy* offers the best and most complete guide to taxes and tax-related issues. More than 150 tax practitioners and administrators, policymakers, and academics have contributed. The result is a unique and authoritative reference that examines virtually all tax instruments used by governments (individual income, corporate income, sales and value-added, property, estate and gift, franchise, poll, and many variants of these taxes), as well as characteristics of a good tax system, budgetary issues, and many current federal, state, local, and international tax policy issues. The new edition has been completely revised, with 40

new topics and 200 articles reflecting six years of legislative changes. Each essay provides the generalist with a quick and reliable introduction to many topics but also gives tax specialists the benefit of other experts' best thinking, in a manner that makes the complex understandable. Reference lists point the reader to additional sources of information for each topic. The first edition of *The Encyclopedia of Taxation and Tax Policy* was selected as an Outstanding Academic Book of the Year (1999) by *Choice* magazine.

TAX POLICY CENTER (URBAN INSTITUTE/BROOKINGS INSTITUTION)

Report of the President's Advisory Panel on Federal Tax Reform, *Simple, Fair, and Pro-Growth: Proposals to Fix America's Tax System*, 1^{er} novembre 2005, 290 pages.

http://www.taxpolicycenter.org/newsevents/trp_recommendations.pdf

Le rapport du *President's Advisory Panel on Federal Tax Reform* : des recommandations détaillées pour une réforme complète du système fiscal.

■ President George W. Bush formed this Panel to identify the major problems in our nation's tax code and to recommend options to make the code simpler, fairer, and more conducive to economic growth. The Panel heard from nearly 100 witnesses and received thousands of written comments. Together, these witnesses and these comments described the unacceptable state of our current tax system. Each year, the tax code is adjusted to meet multiple policy goals – some are broadly shared, but many are not. Since the 1986 tax reform bill passed, there have been nearly 15 000 changes to the tax code – equal to more than two changes a day. In retrospect, it is clear that frequent changes to the tax code, no matter how well-intentioned, ultimately undermine the integrity of the code in real and significant ways. We unanimously recommend two options to reform the tax code. The Simplified Income Tax Plan dramatically simplifies our tax code, cleans out targeted tax breaks that have cluttered the system, and lowers rates. It does away with gimmicks and hidden traps like the Alternative Minimum Tax. It preserves and simplifies major features of our current tax code, including benefits for home ownership, charitable giving, and health care, and makes them available to all Americans. It removes many of the disincentives to saving that exist in our current code, and it makes small business tax calculations much easier. It also offers an updated corporate tax structure to make it easier for American corporations to compete in global markets. The second recommended option, the Growth and Investment Tax Plan, builds on the Simplified Income Tax Plan and adds a major new feature: moving the tax code closer to a system that would not tax families or businesses on their savings or investments. It would allow businesses to expense or write-off their investments immediately. It would lower tax rates, and impose a single, low tax rate on dividends, interest, and capital gains. As directed by the President, our recommendations have been designed to raise approximately the same amount of money as the current tax system.

Leonard E. Burman et William G. Gale, “A Preliminary Evaluation of the Tax Reform Panel's Report”, *Tax Break*, 5 décembre 2005, 20 pages.

http://www.urban.org/UploadedPDF/1000854_Tax_Break_12-05-05.pdf

Analyse des propositions du rapport du *President's Advisory Panel on Federal Tax Reform* : de bonnes idées, mais certaines mesures discutables.

■ This report summarizes and offers a preliminary evaluation of the panel's proposals, and discusses the overall effect on revenue, distribution, and growth. The panel's report contains a number of interesting and important proposals that would generally move the structure of the tax system in the right direction, with simpler rules, a broader base, generally lower effective marginal tax rates, and more consistent treatment of different types of income. Perhaps the most notable and welcome contribution of the report is the continual emphasis on simplification. In some cases, however, the proposals contain design flaws, and for several of the broadest proposals (especially relating to business and international issues), the report omits important details.

Pour une liste des différentes études du Tax Policy Center sur les propositions qui se retrouvent dans le rapport :

http://www.taxpolicycenter.org/newsevents/events_trp.cfm

AMERICAN INSTITUTE OF CERTIFIED PUBLIC ACCOUNTANTS (AICPA)

Understanding Tax Reform: A Guide to 21st Century Alternatives, septembre 2005, 113 pages.
http://www.aicpa.org/download/tax/AICPA_Understanding_Tax_Reform.pdf

Une analyse intéressante des principaux sujets soulevés dans le cadre du débat sur la réforme fiscale aux États-Unis.

■ In December 1995, the American Institute of Certified Public Accountants issued *Flat Taxes and Consumption Taxes: A Guide to the Debate*. The Study was well received by tax experts and regarded as a comprehensive and balanced analysis of consumption tax alternatives. Now in 2005, tax reform is in the forefront again. Central to the current debate is President George W. Bush announcing his intent to make tax reform a key priority in his second term. In response, the AICPA has undertaken this 2005 report to serve as a resource to those engaged or interested in the current tax reform debate. This report describes the nature of the issues leading to a tax reform debate, suggests a balanced approach for analyzing tax reform proposals, and summarizes key issues to be addressed whether taxing income or consumption.

CENTER ON BUDGET AND POLICY PRIORITIES

Joel Friedman et Aviva Aron-Dine, *Economic Evidence for Extending Capital Gains and Dividend Tax Cuts Is Weak*, 9 novembre 2005, 8 pages.
<http://www.cbpp.org/11-9-05tax.pdf>

Les réductions d'impôt sur les gains en capital et sur les dividendes ne devraient pas être renouvelées : elles augmentent le déficit budgétaire et bénéficient surtout aux riches.

● In the next few weeks, Congress is expected to consider tax reconciliation legislation that allows for approximately \$70 billion in tax cuts between fiscal years 2006 and 2010. The reconciliation bill will likely include extensions of a mix of tax cuts that currently are set to expire at some point during the five-year period that reconciliation covers (2006-2010). A number of these tax cuts, including relief from the Alternative Minimum Tax, are slated to expire in 2005, but other provisions expire in later years. In particular, the capital gains and dividends tax cuts, enacted in 2003, are not slated to expire until the end of 2008. Proponents of extending the capital gains and dividend tax cuts now, a full three years before they are set to expire, argue that extending these tax cuts is essential for the health of the economy today. They maintain that these tax cuts have been instrumental in producing a strong economic recovery and are behind the recent jump in revenues. Failure to extend these tax cuts now, they contend, could harm investor confidence and derail the economy, particularly as it struggles to deal with the impact of the recent hurricanes. Yet the economic evidence supporting these claims is quite weak. Much more solid is the evidence that these tax cuts are costly measures that increase the deficit and provide the bulk of their benefits to high-income taxpayers.

CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE (CBO)

Edward Harris, *Effective Marginal Tax Rates on Labor Income*, novembre 2005, 40 pages.
<http://www.cbo.gov/ftpdocs/68xx/doc6854/11-10-LaborTaxation.pdf>

Étude sur les taux marginaux effectifs d'imposition et de leur impact sur l'incitation au travail.

● The system of marginal tax rates (the share of an additional dollar of income that will have to be paid in taxes) created by the tax code determines how taxes affect people's economic behavior. This Congressional Budget Office (CBO) paper—prepared at the request of the Chairman of the Senate Finance Committee—examines the marginal tax rates on labor income that

currently exist and how those rates will change if tax legislation enacted in 2001, 2003, and 2004 expires as scheduled. In keeping with CBO's mandate to provide objective analysis, this paper makes no recommendations.

William Randolph, *Corporate Income Tax Rates: International Comparisons*, Novembre 2005, 60 pages.
<http://www.cbo.gov/ftpdocs/69xx/doc6902/11-28-CorporateTax.pdf>

Comparaison entre les taux d'imposition des sociétés, aux États-Unis et dans divers autres pays.

- Corporate income taxes can distort the allocation of productive resources both within the United States and across countries. This Congressional Budget Office (CBO) paper examines the ways in which the corporate tax can distort economic behavior and shift resources among alternative uses in ways that reduce overall well-being in the United States. The analysis compares statutory and marginal corporate income tax rates between 1982 and 2003 across a broad range of countries. In keeping with CBO's mandate to provide objective, impartial analysis, this report makes no recommendations.

FRANCE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Maud Aubier, Frédéric Cherbonnier et Daniel Turquet, « Influence de la fiscalité sur les comportements d'épargne », *Diagnostics Prévisions et Analyses Économiques*, no 92, décembre 2005, 10 pages.
<http://www.minefi.gouv.fr/Prevision/dpae/pdf/2005-095-92.pdf>

La fiscalité de l'épargne encourage les investissements peu risqués et peu rentables, privant les ménages de 30 % du rendement qu'ils pourraient obtenir en présence d'une fiscalité neutre.

- Bien que plus de la moitié des dépenses fiscales soit consacrée aux produits en actions, la fiscalité de l'épargne incite surtout les ménages à détenir des produits peu risqués et moins rentables. Ce paradoxe apparent s'explique par l'importance des avantages fiscaux dont bénéficient les produits sans risque (livrets, obligations, assurance-vie en euro), et par le fait que les dépenses fiscales en faveur de la détention d'actions sont relativement concentrées. Une modélisation du comportement d'épargne indique que les distorsions induites par la fiscalité à l'encontre des produits en action seraient très significatives : le portefeuille financier moyen détenu par un ménage français, avec seulement 10 % d'actions, lui procure un rendement net inférieur de 30 % à ce qu'il pourrait obtenir de façon optimale en présence d'une fiscalité neutre. Outre ces conséquences négatives sur le rendement de l'épargne des ménages, et donc sur leur consommation, le moindre investissement en actions des ménages français renchérit également le coût du capital des entreprises françaises. Cette situation les conduit en effet à recourir fortement aux investisseurs étrangers qui exigent une prime de risque pour placer en dehors de leurs pays d'origine. Ce phénomène, qualifié de biais domestique («home bias»), aurait selon des estimations récentes un effet tout à fait significatif, accentuant de 40 points de base le coût du financement en fonds propres des entreprises françaises. Enfin, la fiscalité de l'épargne ne favorise pas les produits à sortie en rente viagère pourtant les mieux adaptés à la préparation de la retraite.

DIVERS

SOCIAL SCIENCE RESEARCH NETWORK

Daniel M. Schneider, “Using the Social Background Model to Explain Who Wins Federal Appellate Tax Decisions: Do Less Traditional Judges Favor the Taxpayer?”, *Virginia Tax Review*, vol. 25, p. 201, septembre 2005, 49 pages.

http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=843464

Les juges d’origine sociale non traditionnelle donnent plus souvent raison au contribuable.

■ In this study, the author uses empirical research to examine the connections between the taxpayer or the government winning federal appellate tax decisions and the social backgrounds of the judges who decided the cases (gender, race, educational background, political affiliation of the appointing president, religion, prior professional experience, and length of the judge's tenure when he rendered the decision). All of the tested variables in judges' social backgrounds were correlated with who won, and the study concludes that decisions in the taxpayer's favor may be associated with a judge's less traditional background - someone who is a woman, not white, less elitely educated (especially at law school) - and with his appointment by a Democratic president.

Alex Raskolnikov, “Crime and Punishment in Taxation : Deceit, Deterrence, and the Self-Adjusting Penalty”, *Columbia Law Review*, avril 2006, 64 pages.

http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=823468

Pour contrer l’évasion et l’évitement fiscal : une pénalité qui augmente lorsque le risque de détection diminue.

● Avoidance and evasion continue to frustrate the government's efforts to collect much needed tax revenues. This article articulates one of the reasons for this lack of success and proposes a new type of penalty that would strengthen tax enforcement while improving efficiency. The economic analysis of deterrence suggests that rational taxpayers choose among various avoidance or evasion strategies that are subject to identical statutory sanctions those that are more difficult for the government to find. I argue that many taxpayers do just that. Because probability of detection varies dramatically among different items on a tax return while nominal penalties do not take likelihood of detection into account, expected penalties for inconspicuous noncompliance are particularly low. Adjusting existing penalties will not solve the problem because what is (and is not) inconspicuous depends on a given tax return and, therefore, is not susceptible to the type of generalization on which the current penalties rely. I propose to complement the existing sanctions with a new penalty equal to a fraction of the legitimate subtraction item (such as a deduction, credit, or loss) reported on the same line of a return that contains the illegitimate one. With this penalty in place, the harder it is for the government to find a given avoidance transaction, the higher is the statutory sanction if the transaction is detected. The proposed penalty adjusts itself. As a result, the differences in expected penalties for many forms of avoidance and, to a lesser extent, evasion are reduced, the inefficient incentive to hide noncompliance is diminished, and the overall deterrence is improved.

Georg Seitz, *International Income Taxation of Cross-Border Electronic Commerce Transactions – A United States-German-New Zealand Case Study*, septembre 2005, 53 pages.

http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=829664

Comment taxer le commerce électronique sans le freiner?

● With the growth of electronic commerce tax authorities were faced with the challenge of applying traditional tax principles, which have been developed in times where business comprised the delivery of physical goods and services were provided in face-to-face transactions, to cross-border transactions carried out over the Internet. This article outlines the main issues income characterisation and permanent establishments in the international taxation of cross-border transactions in an electronic commerce environment. It analyses the tax consequences in detail along the lines of a case study considering the United States, Germany, and New Zealand. Moreover, the article deals with the current discussion on the attribution of profits between a head office and its permanent establishment of a business involved in electronic commerce. In the final chapter the work describes tax planning strategies and opportunities that are available to an electronic commerce business to further minimise the tax burden.

Équipe de rédaction du Bulletin de veille

Marie-Pierre Allard, Gilles N. Larin, Martin Beaulé-Lavoie, Mario Bergevin, Joël Boissonneault, Marilyne D'Amours, Pier-Anne Demers, Julien Girard-Beauchamp, Thierry Lavigne-Martel, Réjeanne Lepage.